



**Arrêté préfectoral  
portant mise en demeure,  
en application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement,  
de respecter les prescriptions techniques des activités d'entreposage, dépollution,  
démontage ou découpage de véhicules hors d'usage  
Société VM AUTOMATERIELS située à VERINES**

**Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

Le Préfet de Charente-Maritime  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'ordre national du Mérite

**Vu** le code de l'environnement, en particulier les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 171-11, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

**Vu** le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et L. 122-1 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2012-2526-DRCTE/BAE du 19 octobre 2012 autorisant la société VM Automateriels à exploiter une installation de dépollution de véhicules hors d'usage située à Loiré – RN11, Lieu-dit les Moines 17540 Vérines ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Emmanuel CAYRON, Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime, et organisant sa suppléance ;

**Vu** les articles suivants de l'arrêté préfectoral n° 2012-2526-DRCTE/BAE du 19 octobre 2012, qui disposent :

- article 7.3.1.1 : « [...] Un mur de 2 mètres de haut sépare l'établissement de la RN11 et du chemin rural situé au sud. Afin d'en interdire l'accès, le reste du chantier est entouré d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Dans le cas où la clôture prévue à l'alinéa précédent n'est pas susceptible de masquer le dépôt et compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes.. [...] »
- article 8.1.1 : « [...] Les emplacements utilisés pour le dépôt des véhicules hors d'usage en attente de dépollution sont aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir. Les véhicules en attente de dépollution et dépollués sont stockés sur un seul niveau. [...] »
- article 7.6.6 : « Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols et des eaux.

*Les capacités de rétention comportent un point de puisage afin de permettre le pompage des eaux d'extinction incendie. A cet effet l'ensemble des eaux d'incendie susceptibles d'être polluées sur le site doivent être contenues sur le site, afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel.*

*Des dispositifs actionnables en toutes circonstances localement, ou à distance, doivent permettre de diriger les eaux souillées en cas d'extinction d'un incendie, vers ce système de confinement. Leur entretien et leur mise en œuvre est défini par consigne.*

*La vidange des eaux collectées dans le dispositif de confinement ne peut être effectuée dans le milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et traitement approprié en cas de non respect des valeurs limites fixées au niveau des eaux exclusivement pluviales.*

**Vu** les articles suivants de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, qui disposent :

- article 15 : « [...] Tout dépôt de déchets ou matières combustibles dans les installations de plus de 5000 m<sup>2</sup> est distant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation. »
- article 20 : « L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

*[...] - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.[...]*

*A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m<sup>3</sup>/h.*

*L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; [...] »*

**Vu** la visite d'inspection réalisée sur le site le 7 avril 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 27 mai 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement et détaillant l'ensemble des manquements à la réglementation retenus à l'encontre de l'exploitant suite à l'inspection réalisée sur site le 7 avril 2025 ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que lors de la visite effectuée le 7 avril 2025, l'inspection des installations classées a constaté que la société VM AUTOMATERIELS ne respectait pas les dispositions des articles 7.3.1.1, 8.1.1 et 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé ni les dispositions des articles 15 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 en n'assurant pas le contrôle des accès de son installation du fait de l'absence de murs et de clôtures périphériques, en n'éloignant pas les stockages de véhicules hors d'usage et de déchets des limites de l'installation, en stockant des véhicules hors d'usage non dépollués sur sol perméable, en empilant des véhicules hors d'usage sur plusieurs niveaux, en ne disposant pas de ressource en eau afin de lutter contre un éventuel incendie et en ne disposant pas de dispositif de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie ;

**Considérant** que les non-conformités relevées ci-dessus constituent des écarts réglementaires et sont susceptibles de générer un impact ou un risque important sans solution rapide ;

**Considérant** que l'exploitant ne respecte pas les prescriptions réglementaires qui lui incombent, comme détaillé dans le rapport de l'inspection du 7 avril 2025 ;

**Considérant** que face à cette situation, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société VM AUTOMATERIELS de respecter les prescriptions des articles 7.3.1.1, 8.1.1 et 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé ainsi que les dispositions des articles 15 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur proposition** de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime ;

## **ARRÊTE**

### **ARTICLE 1. MISE EN DEMEURE – RESPECTS DES PRESCRIPTIONS**

La société VM AUTOMATERIELS, dont le siège social est situé Loiré – RN11, Lieu-dit les Moines à Vérines (17540), exploitant une installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage sise à la même adresse est mise en demeure de respecter :

1.1 : les dispositions des articles suivants et dans un délai ne dépassant pas **1 mois** :

- Article 15 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 susvisé en éloignant d'au moins 4 mètres de la clôture de l'installation tout dépôt de déchets ou de matières combustibles ;
- Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en stockant tous les véhicules hors d'usage en attente de dépollution sur des emplacements aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en stockant les véhicules en attente de dépollution et dépollués sur un seul niveau.

1.2 : les dispositions des articles suivants et dans un délai ne dépassant pas **6 mois** :

- Article 7.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en mettant en place un mur de 2 mètres pour séparer l'établissement de la RN11 et du chemin rural situé au sud et en entourant le reste de l'installation d'une clôture efficace et résistante d'une hauteur minimale de 2 mètres. Dans le cas où la clôture n'est pas susceptible de masquer le dépôt et compte tenu de l'environnement, cette clôture sera doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes ;
- Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en stockant tous les véhicules hors d'usage en attente de dépollution sur des emplacements aménagés de façon à empêcher toute pénétration dans le sol des différents liquides que ces véhicules peuvent contenir ;
- Article 8.1.1 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en stockant tous les véhicules en attente de dépollution et dépollués sur un seul niveau ;
- Article 7.6.6 de l'arrêté préfectoral du 19 octobre 2012 susvisé en prenant toutes les mesures pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées en vue de prévenir toute pollution des sols et des eaux. Les capacités de rétention doivent comporter un point de puisage afin de permettre le pompage des eaux d'extinction incendie. A cet effet l'ensemble des eaux d'incendie susceptibles d'être polluées sur le site doivent être contenues sur le site, afin d'éviter tout rejet dans le milieu naturel. Des dispositifs actionnables en toutes circonstances localement, ou à distance, doivent permettre de diriger les eaux souillées en cas d'extinction d'un incendie, vers ce système de confinement. Leur entretien et leur mise en œuvre sont définis par consigne.

Ces délais **(1 mois et 6 mois)** courent à compter de la notification à la société VM AUTOMATERIELS du présent arrêté.

## **ARTICLE 2. FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 3. SANCTIONS**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 4. INFORMATION DES TIERS (art. R. 171-1 du code de l'environnement)**

Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département de la Charente-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

## **ARTICLE 5. DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (art. L. 171-11 du code de l'environnement)**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Poitiers, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, soit dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Dans ce délai cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique, qui prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérécourts citoyens » accessible par le site internet « telerecours.fr ».

## **Article 6 – EXÉCUTION**

Le présent arrêté sera notifié à la société VM AUTOMATERIELS.

Copie sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Charente-Maritime,
- Madame la Maire de Vérines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Nouvelle-Aquitaine.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Rochelle, le **30 JUIN 2025**

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,

  
Emmanuel CAYRON